19 septembre 2017
Français
Original: anglais*

Vingt-septième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique
Hurghada (Égypte), 18-22 septembre 2017

Projet de rapport

Rapporteuse: Wasilat Audu (Nigéria)

Additif

Application des recommandations adoptées à la vingt-cinquième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique

1. À sa 2e séance, le 18 septembre 2017, la Réunion a examiné le point 4 de son ordre du jour, intitulé "Application des recommandations adoptées à la vingt-cinquième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique". Elle était saisie d'une note (UNODC/HONLAF/27/4) que le Secrétariat avait établie en se fondant sur les renseignements fournis par les gouvernements en réponse à un questionnaire qui avait été adressé à tous les États participant à la Réunion. Au 3 août 2017, des réponses avaient été reçues des États suivants: Algérie, Burundi, Égypte, Ghana, Kenya, Madagascar, Nigéria, Sénégal et Sierra Leone. Entre cette date et celle de la Réunion, des questionnaires remplis et des rapports de pays ont été soumis par la Côte d'Ivoire, le Soudan et la Zambie.

2. La Secrétaire a fait une déclaration liminaire. Au cours du débat, des déclarations ont été faites par la Zambie, le Ghana, le Maroc, le Kenya et le Soudan.

3. La Réunion a examiné les mesures prises par les gouvernements des pays de la région pour appliquer les recommandations adoptées à la vingt-cinquième Réunion et a mis l'accent sur celles qui l'avaient été en réponse à des recommandations spécifiques.

4. Les représentants de la Zambie, du Maroc et du Soudan ont fait part des efforts déployés dans leurs pays pour mettre en œuvre les recommandations adoptées à la vingt-cinquième Réunion. Le représentant du Ghana a fourni des informations destinées à compléter les réponses que son Gouvernement avait déjà communiquées pour l'établissement du rapport dont la Réunion était saisie pour examen au titre de ce point. Il a été fait mention de difficultés pour ce qui était d'accroître l'efficacité des campagnes de sensibilisation.

* Disponible uniquement en anglais, arabe et français, qui sont les langues de travail de cet organe subsidiaire.

Merci de recycler